

Crise et surendettement : « Je n'ouvrais même plus les factures »

Caroline Fixelles, publié le 13-04-2022

L'accumulation inédite des crises fait mal au portefeuille des Belges. Le *surendettement* guette et la hausse des prix fait craindre une augmentation des médiations de dettes dans les CPAS.



"Je suis aujourd'hui à 100 € d'essence par mois, contre 50 € avant. Pour moi, 50 € c'est énorme, raconte Lucie (prénom d'emprunt), maman de deux enfants. Cela me prive de la bulle d'oxygène qu'il me reste. 50 €, ce sont les affaires de bricolage de mes enfants, la pâtisserie du dimanche..." Surendettée, la jeune femme, séparée, a accumulé 132000€ de dettes. La crise énergétique actuelle et l'inflation ont empiré sa situation, dit-elle. Aujourd'hui, elle craint l'arrivée de sa facture d'électricité. "Je suis pourtant au tarif social mais la hausse des prix me met encore plus dans le rouge." Idem pour les courses. "Je cuisine quand mes enfants sont là. Les autres jours, je mange les restes."

Aujourd'hui aide-soignante à temps plein, la vie de Lucie bascule il y a 3 ans. Une séparation, un accident causé par son ex-compagnon, une enquête qui dévoile que Lucie est au statut isolé au lieu de cohabitant. "Ils sont retournés 10 ans en arrière. L'ONEM me réclame 28000€.

À cela s'ajoutent 7000 € d'allocations familiales, qui sont suspendues, et 34000 € pour les dégâts de l'accident. La voiture était à mon nom et j'étais en retard de paiement d'assurance. Et j'ai toujours le prêt hypothécaire de la maison avec mon ex-compagnon.

« Rien à la fin du mois »

À l'époque, Lucie est au chômage. Elle reprend des études durant un an et retrouve du travail. "Sur un salaire de 1930€, j'avais 750 € de loyer, 420 € de saisies par mois pour l'ONEM, des frais d'apurement à droite à gauche... Il ne me restait plus rien à la fin du mois." Le surendettement s'installe. Les frais de rappel tombent, parfois plus élevés que la dette initiale. "C'est un cercle vicieux. Souvent, j'ai dû dire "cette facture attendra", pour mettre à manger dans l'assiette de mes enfants. Limite, je n'ouvrais même plus les factures. C'est la débrouille. Choisir entre internet ou la télé, se priver, compter. Et même une fois "gratter" un steak au magasin parce que les enfants veulent en manger. "Je savais que je ne m'en sortirais pas." Lucie décide de pousser la porte du service de médiation de dettes du CPAS il y a un an. "Ce n'est pas facile. On se demande ce qu'on fait là." Et d'introduire une requête en règlement collectif de dettes la semaine dernière au Tribunal du travail. Un soulagement : "Il n'y aura plus d'huissier, de saisie C'est dur quand votre enfant vous appelle au travail car des huissiers sont à la porte." Un stress aussi : "Je ne serai plus maître de mon argent. Et cela peut durer des années. J'espère juste être bien à 40 ans. Cela aura détruit 10ans de ma vie."

Médiations en hausse ?

Dans les services de médiations de dettes des CPAS, après une baisse des demandes durant le Covid, on observe "depuis deux mois une recrudescence en raison de l'inflation et des prix de l'énergie", constate Françoise Segatto du CPAS de Seraing, En trois mois, les nouvelles demandes ont doublé.

Pour la médiatrice, les aides ne sont pas suffisantes : "Une inflation de 8%, c'est du jamais vu ! Quand vous passez de 800 à 1200€ de mazout, ce n'est pas 200 € qui changeront les choses. Le tarif social est prolongé mais jusque quand ? "

Pour d'autres CPAS, "on sent les problèmes arriver" et on craint les factures de régularisation de gaz et d'électricité. "Cela pourrait mener au surendettement. Surtout pour ceux qui ne savent pas épargner et comptent leurs sous", déplore Géraldine Goosse, assistante sociale au CPAS d'Aubange. Cette dernière constate que les problèmes d'endettement concernent aujourd'hui plus les charges courantes que les crédits. Les dettes d'énergie étant les dettes hors crédit les plus fréquentes dans les dossiers de médiation, selon l'Observatoire du Crédit.

"On sent un glissement vers la pauvreté avec des impacts budgétaires qui laissent peu de marge de manœuvre, note Véronique Pisano du CPAS de Charleroi. On se demande parfois comment aider ces personnes."

À noter que la médiation est volontaire : "les gens se manifestent souvent beaucoup trop tard, lorsque la pression des créanciers est déjà forte", observe Françoise Collin du Groupe Action Surendettement (province du Luxembourg).

Luc Vandormael, président de la Fédération des CPAS wallons, s'inquiète : "Avec la crise énergétique, le risque est d'arriver à un ménage wallon sur trois dans la précarité (1 sur 4 aujourd'hui). Un temps plein ne vous met plus à l'abri et le public CPAS s'élargit déjà." Et face à cela, les CPAS "n'ont pas les moyens d'embaucher Or, on sait que cette crise énergétique aura des répercussions au moins jusqu'en 2025..."

Le nombre d'emprunteurs défaillants... en baisse

"Payer son logement en priorité, pour éviter d'avoir des ennuis, ne veut pas dire ne pas crever de misère derrière, lance d'emblée Christine Mahy, secrétaire générale du Réseau wallon de lutte contre la pauvreté. Ne pas avoir de défaut de crédit ne veut pas dire que l'on n'emprunte pas à la famille derrière, etc."

Christine Mahy parle de surendettements visible et invisible. "Des gens se privent pour éviter le surendettement. C'est grave aussi ! Et cela coûtera cher tôt ou tard à ces personnes ou à la société. C'est une forme d'endettement différé. Il y a des gens qui vivent dans des maisons pourries parce qu'ils ne peuvent plus allumer le déshumidificateur. Il y aura le coût entraîné par la dégradation mais aussi le coût pour la santé."

Et Christine Mahy d'ajouter : "se passer de quelque chose, c'est le début du danger de l'endettement. C'est vite la goutte qui peut faire déborder le vase". Selon Statbel, en 2021, 6,3% des Belges étaient en situation de "privation matérielle et sociale sévère". 6% des Wallons ne pouvaient se chauffer convenablement, 5,9% s'offrir un repas de viande, de poulet ou de poisson tous les deux jours, 33% faire face à une dépense imprévue. Énergie, inflation, guerre, inondations, Covid, crise climatique, "le cocktail actuel est explosif, reconnaît Christine Mahy. On n'a jamais vu cela ! Pour certains, c'est un vrai coup de grâce dans le portefeuille. Les demandes d'avances sur salaire sont en hausse. Il y a de plus en plus de demandes de télétravail en raison des prix du carburant. Je n'ai pas de boule de cristal mais tous les ingrédients sont là pour soutenir l'hypothèse d'un surendettement accru." Dès lors, face aux mesures "sparadraps" du gouvernement, Christine Mahy plaide pour du structurel. "Si l'indexation de 8% attendue en 2023 peut aider, il faut isoler au plus vite les logements publics passoires, agir sur les revenus en supprimant le statut de cohabitant, et voir comment influencer sur les prix. 5% des prix pratiqués en Belgique ne s'expliquent pas, selon la BNB. On ne parle plus de pouvoir d'achat ici, mais de pouvoir de vivre..."